



UNION SYNDICALE SUD CULTURE SOLIDAIRES

SUD France 3, SUD Radio France, SUD TV5 Monde, SUD AFP, SUD Culture

Le 13 février, l'audiovisuel public en grève à l'appel de l'intersyndicale

L'Union syndicale SUD Culture Solidaires soutient la grève et appelle à manifester le 13 février pour la défense de l'audiovisuel public.

Les déclarations du Président de la République, le 9 janvier, puis celles de la ministre de la Culture et de la Communication annonçant la suppression totale de la publicité sur les chaînes publiques de télévision et de radio – ainsi que les modalités de compensation envisagées pour combler cette perte de ressources –, ont mis le feu aux poudres.

Pourtant, c'est au nom d'un retour à la « pureté » de la mission de la télévision publique, sur le modèle mythique de la BBC financée pour l'essentiel par la redevance, ou d'un retour à l'ORTF d'avant l'introduction de la publicité en 1968 par le Général de Gaulle, que cette réforme annoncée est légitimée.

Mais pourtant, on voit mal comment, en supprimant autant de ressources, l'équivalent du coût d'une chaîne nationale, on peut améliorer la qualité des programmes et les investissements dans la création.

Le résultat certain est d'une part, la production d'un effet d'aubaine pour les chaînes commerciales et pour les principaux groupes qui les détiennent ou qui rêvent d'entrer sur ce marché et d'autre part, une modification des périmètres de la radio et de la télévision publique. Déjà le démembrement de France 3 est à l'ordre du jour.

Les déclarations du Président de la République ont mis en lumière l'extrême fragilité de l'audiovisuel public aujourd'hui et, à terme, ne peuvent que conduire à l'affaiblissement de l'offre de programmes du service public, voire à son amputation.

Car, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire, les conséquences économiques de cette « réforme » seront désastreuses pour le service public de l'audiovisuel :

- le groupe France Télévisions, déjà sous-financé par rapport à ses homologues européens, perdrait 833 millions d'euros de publicité et de parrainage, soit 30% de son budget de 2,85 milliards dont 1,87 milliard provenant de la redevance. D'autre part il faudra combler les plages laissées libres par l'absence de la pub, soit plus de 200 millions d'euros pour 2009. Il faut aussi prévoir un manque à gagner en recettes publicitaires qui, déjà pour 2008, pourrait atteindre 140 millions d'euros.

- Radio France perdrait, pour sa part, 45 millions d'euros, soit 8 % du budget. Comparé au manque à gagner de France Télévision, cela peut paraître peu. C'est en réalité beaucoup dans cette période très critique où Radio France doit faire face à des travaux de réhabilitation à la Maison de la radio dont le coût ne cesse d'augmenter et dont le financement n'est toujours pas garanti par l'Etat.

- Quant à la compensation envisagée, elle proviendrait de deux sources :

1. « une taxe infinitésimale » sur les recettes des fournisseurs d'accès (4 milliards d'euros), et une sur les recettes des opérateurs de téléphonie mobile

2. une taxe sur les recettes publicitaires des chaînes privées. Ces recettes nettes s'élevaient en 2006, à 3,12 milliards d'euros dont 55% vont à TF1 et 25% à M6. Cette taxe ne pourrait être supérieure à 6% car ces chaînes, principales bénéficiaires de la mesure proposée, ne verraient plus leurs recettes augmenter.

En résumé, les seules solutions avancées par le Président de la République pour compenser ce manque à gagner sont totalement irréalistes. Elles reviendraient à mettre en place des taxes à un niveau tellement élevé que les actionnaires du privé, les marchés, et la commission de Bruxelles ne pourraient les accepter. De surcroît, elles conduiraient à une logique perverse, consistant à miser sur la performance de nos concurrents pour maximiser le financement du Service Public.

Il en est ainsi parce que, comme il l'a annoncé, le gouvernement, fidèle à sa conception néolibérale, n'envisage pas d'augmenter la redevance et encore moins d'attribuer une dotation budgétaire à l'audiovisuel public. Par conséquent, la perte subie par le service public ne pourra pas être intégralement compensée.

C'est pourquoi, avec l'intersyndicale, nous affirmons que cette « réforme » ne sert en réalité qu'un objectif : enrichir les chaînes privées historiques (TF1 et M6), et les chaînes émergentes de la TNT (Bolloré Lagardère), toutes « amies du pouvoir », et les autres nouveaux supports, au détriment du Service Public réduit à la portion congrue.

Mais le démantèlement de l'audiovisuel public, c'est aussi la mise en danger de TV5 Monde.

Au cours de la même intervention qui annonçait le bouleversement budgétaire de France Télévisions, Nicolas Sarkozy lançait plusieurs phrases de menace à l'égard de TV5 Monde, chaîne non pas française, mais francophone et dont les actionnaires sont également Suisses, Belges et Canadiens.

Actuellement se déroule un bras de fer entre les représentants du gouvernement français et ces actionnaires des autres pays. Si le gouvernement reste sur des positions qui sont extrêmement arrogantes à l'égard de ses partenaires, ceux-ci menacent de se retirer du conseil d'administration et du financement de la chaîne, ce qui signifierait la disparition de TV5 dans son identité francophone et, à court terme, sa fusion dans une entité franco-française.

Les salariés de TV5 qui savent, à la différence du gouvernement, que le français n'appartient pas à la France uniquement, se joignent à la grève du 13 février pour défendre cette identité. Mais c'est aussi pour lutter contre les licenciements qui se dessinent, tout d'abord par une réduction drastique ou une disparition de la rédaction, puis par des "économies d'échelles", c'est à dire des compressions de personnel dans tous les services.

Il apparaît aussi, comme pour beaucoup de chaînes de droit privé, même si elles sont de service public, qu'il est question de contraindre le personnel d'abandonner la convention collective de l'Audiovisuel public, ce qui réduirait les droits sociaux.

Quant au 35h, une autre cible favorite du président Sarkozy, le personnel de TV5 Monde les effectue dans le cadre de la semaine de 4 jours. Gageons que cet acquis est lui aussi en danger.

Pour préserver et développer le service public de l'audiovisuel

Plus que jamais est d'actualité, à l'occasion de cette grève à l'initiative de l'intersyndicale, la déclaration finale des **Etats généraux des médias** du 30 septembre 2006 qui affirmait :

« Le secteur public de l'audiovisuel doit être en mesure de remplir ses fonctions de service public. Son animation et sa gestion doivent être largement démocratisées. Sa créativité doit être libérée des enjeux commerciaux qui l'incitent à se battre avec les mêmes armes, les mêmes programmes que les médias privés. A cette fin, il doit bénéficier d'un financement indépendant de la publicité à la hauteur de ses missions et de garanties démocratiques qui le soustraient au chantage politique des gouvernants.

Non seulement toute nouvelle privatisation d'une chaîne publique doit être impérativement écartée, mais un coup d'arrêt doit être porté à la privatisation des activités du secteur public et à la réduction progressive de son périmètre. Il faut au contraire que le service public reconquière toutes ses capacités d'innovation, de production et de diversification. La concession des chaînes privées à des groupes dépendants de marchés publics doit cesser. La déprivatisation de TF1 doit être mise en débat. Le secteur public doit être constitué en pôle public des médias (incluant l'AFP), et pouvoir trouver dans les médias sans but lucratifs des partenaires privilégiés ».

L'Union syndicale SUD Culture Solidaires considère que les médias, pour remplir leur fonction démocratique, doivent être soustraits à l'emprise des pouvoirs économique et politique. Or, ce n'est aujourd'hui ni le cas des médias privés, ni des médias publics. Les logiques financières qui prévalent dans les premiers ont désormais gagné les seconds, au point que le secteur public ne semble devoir son maintien qu'à la perpétuation de sa dépendance politique : un maintien dans un périmètre de plus en plus réduit et une dépendance accrue si, telle qu'elle est prévue, la suppression de la publicité au seul bénéfice des chaînes privées devait être confirmée.

Ne laissons pas brader l'audiovisuel public par les copains et les coquins !

L'information est un bien public !

Pour un service public de l'audiovisuel remplissant sa fonction démocratique, assurant la qualité et la diversité de l'information, soustrait à l'emprise des logiques financières et indépendant du pouvoir politique !

**A Paris, mercredi 13 février, TOUTES et TOUS manifestons à
14h Place de l'Alma, direction Rond-point des Champs-Élysées !**

Paris, le 12 février 2008